

*Initiatives ministérielles*

justement que ce ne sont pas les chômeurs qui sont la cause du chômage, mais bien le gouvernement fédéral.

Le premier exemple est les taux d'intérêt. En 1990, le gouverneur de la Banque du Canada décidait d'augmenter les taux d'intérêt, parce que, disait-il, il y avait une tendance à l'inflation au Canada et qu'il fallait absolument augmenter les taux d'intérêt pour diminuer la croissance économique. Mais on savait très bien que cette inflation se situait seulement en des endroits très précis au Canada et on connaissait très bien la cause de cette inflation.

L'inflation se situait particulièrement dans la région de Toronto. Pourquoi? Parce que le gouvernement fédéral, justement, dépensait trop d'argent ou investissait trop d'argent dans les programmes conjoints de type fédéral-provincial. Le gouvernement libéral, dans les années 1981, 1982, 1983, avait mis en place des programmes spéciaux pour cette crise économique. À ce moment, il y avait vraiment une inflation et le gouvernement avait augmenté les taux d'intérêt, si vous vous souvenez, jusqu'à 21 p. 100 et il avait été obligé de mettre des programmes en place pour empêcher les chômeurs et les assistés sociaux de trop en souffrir.

Le Parti conservateur qui était au pouvoir dans ce temps-là, dont je faisais partie, n'a pas eu le courage de diminuer ces programmes et a continué à dépenser à peu près les mêmes sommes dans les programmes conjoints entre les provinces et le fédéral, c'est-à-dire à 50-50.

Cela a fait en sorte que le Québec, qui était une province qui avait moins d'argent à dépenser et injectait moins d'argent dans ses programmes conjoints, recevait moins d'argent. Alors, c'est pour cela qu'au Québec, on avait une inflation qui était plus raisonnable, plus acceptable. C'était le cas contraire pour la région de Toronto qui fonctionnait à plein pouvoir et les programmes fédéraux aussi. Le gouvernement fédéral dépensait, par le biais de ces programmes à 50-50, énormément d'argent, ce qui a fait en sorte de surchauffer l'économie de cette région et de créer de l'inflation.

On savait très bien que l'inflation dépendait carrément de la surchauffe venant directement du gouvernement fédéral. Le gouvernement d'alors n'a jamais voulu se servir des moyens dont il disposait pour diminuer l'inflation. Au lieu de cela, il a laissé faire le gouverneur de la Banque du Canada et le seul moyen que celui-ci avait était de hausser les taux d'intérêt. L'autre endroit où il y avait de l'inflation était Vancouver, pour des raisons qu'on connaissait aussi, parce qu'elle recevait beaucoup d'investissements venant de Hong Kong et des pays de l'Asie Pacifique, alors il y avait beaucoup d'argent qui rentrait. Cela aussi était une inflation qui était très locale.

Alors, qu'a fait le gouvernement fédéral? Il a laissé faire. Il a laissé augmenter les taux d'intérêt, ce qui a fait en sorte que nos petites et moyennes entreprises du Québec, qui ont travaillé d'arrache-pied pour se bâtir, on les a vues faire faillite les unes après les autres. On a vu le chômage augmenter, parce que ces pauvres employés se sont vus dépourvus, ont perdu carrément leur emploi de façon sauvage, parce que le gouvernement fédéral n'a pas pris ses responsabilités. J'ai personnellement revendiqué vis-à-vis le gouverneur de la Banque du Canada, à ce moment-là, lui disant qu'il était en train de créer une récession qu'on aurait beaucoup de difficulté à se payer.

• (1520)

Depuis quatre ans que nous sommes en récession, nous n'avons pas réussi à en venir à bout. C'est terrible. Je trouve absolument ridicule qu'on dise que les chômeurs doivent payer pour leurs problèmes. C'est de cela que parle le ministre du Développement des ressources humaines dans son projet de réforme.

L'autre événement que je veux mentionner est qu'en 1989 on a signé l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. On a demandé aux investisseurs, particulièrement ceux du Québec dont je faisais partie, d'investir dans leurs entreprises en leur disant que cela était une occasion extraordinaire d'avoir un marché unique avec les États-Unis. On leur a dit: Investissez dans vos entreprises et vous verrez que durant les années à venir cela va bien fonctionner, vous allez faire de bons profits, de bonnes affaires, vous allez créer des emplois et ce sera extraordinaire.

Quelque temps après, on a augmenté les taux d'intérêt, diminué la croissance. On a tué les mêmes entreprises qui venaient de s'affaiblir en investissant dans leurs infrastructures, dans leurs équipements. On les a écrasées en augmentant les taux d'intérêt, en diminuant la croissance, en diminuant leur capacité de produire et ces entreprises sont devenues très vulnérables. Plusieurs d'entre elles ont été obligées de fermer leurs portes. Cela est scandaleux et c'est ce qu'on vit actuellement.

C'est pour cela, monsieur le Président, que je dis qu'au lieu de faire de grandes histoires, de publier de beaux volumes verts, de parler de la réforme sur l'assurance-chômage et le bien-être social, on devrait d'abord régler le problème de l'assurance-chômage et du bien-être social en donnant à nos entreprises un environnement propice. Des emplois, ça ne vient pas du ciel, ça n'arrive pas comme ça. Les emplois viennent des entreprises. Il faut que nos entreprises aient un environnement propice. Il faut que nos entreprises soient capables de fonctionner avec une certaine liberté. Il faut que nos entreprises ne soient pas obligées de faire ce qu'elles ont à faire pour les gouvernements, c'est-à-dire collecter des sommes énormes de différents secteurs. Je vais vous en nommer quelques-unes, de ces responsabilités, que nos entreprises ont à subir.

D'abord, nos entreprises doivent cotiser à la CSST, à l'assurance-chômage, elles doivent payer les taxes fédérales et provinciales, les impôts fédéraux et provinciaux. Elles doivent faire face à la fiscalité du Québec et d'Ottawa. Je pourrais en nommer quelques autres encore.

Chaque fois qu'une entreprise ne réussit pas ou n'arrive pas à répondre exactement à toutes ces demandes qu'elle doit régler régulièrement, chaque jour, on la pénalise en plus, on lui envoie des factures, des amendes.

Imaginez-vous, les petites et moyennes entreprises que nous avons au Québec qui sont obligées de vivre dans cet environnement négatif. Toute cette gestion qu'elles doivent faire pour les gouvernements, cela nous semble être quelque chose de terrible, quelque chose d'inacceptable et ça décourage ceux et celles qui veulent se lancer dans les affaires, qui veulent réussir, qui veulent créer, qui veulent inventer, qui veulent exporter.

Quand je dis qu'il faut donner aux entreprises un environnement plus souple de soutien, cela ne veut pas dire qu'il faut donner de l'argent aux entreprises, mais qu'on leur donne au moins un environnement pour leur permettre de s'épanouir plus facilement.